



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/427
22 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Points 12 et 82 de l'ordre du
jour provisoire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Note verbale datée du 24 juillet 1990, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la
République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la République-Unie de Tanzanie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint une lettre datée du 6 juillet 1990 (voir annexe) par laquelle l'honorable Benjamin Mkapa, Ministre des affaires étrangères de la République-Unie de Tanzanie, lui communique, en vue de sa présentation à l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, le texte, rédigé dans les trois langues de travail de la Commission économique pour l'Afrique, de la résolution 691 (XXV) (voir appendice I) et de la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (voir appendice II), adoptées par la Commission à sa vingt-cinquième session et par la Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification et du développement économiques à sa seizième réunion.

* A/45/150 et Corr.1.

ANNEXE

Lettre datée du 6 juillet 1990, adressée au Secrétaire général par le
Ministre des affaires étrangères de la République-Unie de Tanzanie

J'ai le plaisir de vous informer que la vingt-cinquième session de la Commission et la seizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification et du développement économiques de la Commission économique pour l'Afrique qui vient de se terminer à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) ont abouti à l'adoption de la résolution 691 (XXV) qui recommande que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie soumette la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-cinquième session ordinaire.

Comme vous le savez, ce document a été élaboré et adopté lors de la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement économique et de développement de l'Afrique qui s'est tenue à Arusha, en République-Unie de Tanzanie, du 12 au 16 février 1990. Je souligne que la Charte a été élaborée sur l'initiative d'organisations non gouvernementales, de communautés et de certains gouvernements africains et qu'elle a été adoptée à l'unanimité par les 500 participants à la Conférence, qui représentaient un large éventail d'organisations populaires africaines. Tous les participants ont fait part de leur inquiétude face à la grave détérioration des conditions socio-économiques dans les pays africains, en particulier au cours des 10 dernières années. Ils ont constaté que l'absence de progrès dans la réalisation des objectifs de développement que se sont fixés les pays africains provient en partie du fait que le rôle de la participation populaire dans le processus de redressement et de développement n'a pas été apprécié à sa juste mesure. C'est ce qui les a conduits à adopter la présente Charte.

Au nom du Président de la Conférence, le professeur Kighoma Malima, Vice-Président de la Commission de la planification et Ministre d'Etat du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, j'ai le grand plaisir de vous présenter officiellement la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation, rédigée dans les trois langues de travail de la Commission économique pour l'Afrique, ainsi que la résolution 691 (XXV) visée ci-dessus.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République-Unie de Tanzanie,

Membre du Parlement

(Signé) B. W. MKAPA

/...

APPENDICE I

Résolution 691 (XXV) adoptée le 19 mai 1990 à la vingt-cinquième session de la Commission et à la seizième réunion et 267e séance de la Conférence des ministres de la CEA responsables de la planification et du développement économiques

691 (XXV). La Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (Arusha, 1990)

La Conférence des ministres.

Rappelant la résolution S-13/2 de l'Assemblée générale relative au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990,

Rappelant également sa résolution 664 (XXIV) relative à la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement économique et de développement de l'Afrique,

Notant avec intérêt les décisions et recommandations issues de la Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 12 au 16 février 1990 et en particulier le dispositif de sa résolution 2 où il est stipulé, entre autres, que le 11 février de chaque année serait proclamé Journée de la participation populaire en Afrique,

1. Exprime sa satisfaction au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie pour avoir généreusement accueilli la Conférence;

2. Adopte la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (Arusha 1990) comme exprimant la stratégie qui devrait être intégrée dans les politiques de développement adoptées par les gouvernements africains en vue de promouvoir la participation populaire au développement en encourageant les peuples et leurs organisations populaires à prendre des initiatives de développement autonome;

3. Recommande que le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie soumette la Charte à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-cinquième session ordinaire, au Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine à sa cinquante-deuxième session et à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à sa vingt-sixième session;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de diffuser largement la Charte et d'amener les Etats membres à créer un mécanisme pour la mise en oeuvre et le suivi des activités énoncées dans la Charte aux niveaux sous-régional et régional et de présenter régulièrement des rapports à la Conférence annuelle des ministres de la Commission et aux organes appropriés de l'Organisation de l'unité africaine.

267e séance
19 mai 1990

/...

APPENDICE II

Charte africaine de la participation populaire
au développement et à la transformation

(Arusha 1990)

PREAMBULE

1. La Conférence internationale sur la participation populaire dans le processus de redressement et de développement en Afrique s'est tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) du 12 au 16 février 1990, constituant un effort de collaboration exceptionnel entre les organisations populaires africaines, les gouvernements africains, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies, visant à rechercher une compréhension collective du rôle de la participation populaire dans le développement et la transformation de la région. Cette conférence a également fourni l'occasion d'articuler et de recibler les notions de développement démocratique, de solidarité populaire, de créativité et d'autosuffisance et de formuler des recommandations générales à l'intention des gouvernements, des organisations populaires et de la communauté internationale en vue de renforcer les processus participatifs et les schémas de développement. Il s'agissait de la troisième d'une série de grandes conférences internationales organisées par la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le reste du système des Nations Unies, pour contribuer à l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 (PANUREDA). Elle faisait suite à la Conférence internationale d'Abuja sur l'Afrique : le défi du redressement économique et du développement accéléré, tenue en 1987, et à la Conférence internationale de Khartoum de 1988 sur la dimension humaine du redressement économique et du développement de l'Afrique. Il convient de noter que l'initiative de la Conférence est venue d'une proposition soumise par les ONG en septembre 1988 au Comité préparatoire plénier chargé de l'examen et de l'évaluation à mi-parcours du PANUREDA.

2. La Conférence a été organisée sous les auspices de l'Equipe spéciale interinstitutions des Nations Unies chargée du suivi de l'application du Programme d'action des Nations Unies au niveau régional. A sa vingt-quatrième session, la Conférence des ministres de la CEA responsables du développement économique et de la planification a adopté la résolution 664 (XXIV), par laquelle elle appuyait la Conférence et priait instamment les Etats membres de la Commission, la communauté internationale, les ONG et le système des Nations Unies de la soutenir et d'y participer activement. Ont participé à la Conférence plus de 500 représentants d'un large éventail d'organisations populaires africaines - dont notamment des organisations non gouvernementales, des organisations de base, des organisations et associations de paysans, de femmes et de jeunes et des syndicats - ainsi que des représentants de gouvernements africains, d'organismes du système des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales non africaines, d'organisations régionales, sous-régionales et intergouvernementales, de donateurs bilatéraux, d'organisations multilatérales, ainsi que des spécialistes africains et non africains. La Conférence a été ouverte par S. E. M. Ali Hassan Mwinyi, Président de la République-Unie de Tanzanie. Ont également fait des déclarations liminaires

/...

le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, le représentant du Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, le Secrétaire général de l'Organisation des syndicats africains, ainsi que des représentants des organisations non gouvernementales, des organisations féminines africaines et du Mouvement panafricain de la jeunesse. Les participants à la Conférence tiennent à exprimer leur gratitude au Gouvernement et au peuple de la République-Unie de Tanzanie pour tout leur appui et leur chaleureuse hospitalité.

3. A l'origine de l'organisation de la Conférence se trouvait la préoccupation devant la grave détérioration des conditions humaines et économiques en Afrique pendant les années 80 et la constatation de l'absence de progrès dans la réalisation de la participation populaire ainsi que la méconnaissance du rôle que joue la participation populaire dans le redressement et le développement.

4. Les objectifs de la Conférence étaient les suivants :

a) Reconnaître le rôle de la participation populaire dans les efforts de redressement et de développement de l'Afrique;

b) Sensibiliser les gouvernements et la communauté internationale aux dimensions, à la dynamique, aux processus et au potentiel d'une approche de développement fondée sur l'initiative populaire et les efforts d'autosuffisance;

c) Définir les obstacles à la participation populaire au développement ainsi que des approches appropriées en vue de la promotion de la participation populaire à la formulation des politiques, à la planification, à l'exécution et au suivi et à l'évaluation des programmes de développement;

d) Recommander, à l'intention des gouvernements, du système des Nations Unies ainsi que des organismes donateurs publics et privés, des mesures propres à instaurer un climat propice à une authentique participation populaire au développement, en encourageant les peuples et les organisations populaires à prendre des initiatives de développement autonome;

e) Faciliter l'échange d'informations, de données d'expérience et de connaissances aux fins d'un appui mutuel entre les populations et les organisations; et

f) Proposer des indicateurs en vue du suivi des progrès accomplis dans la promotion de la participation populaire au développement de l'Afrique.

5. Nous, le peuple ici assemblé, avons consacré nos débats et un dialogue à ces questions au cours de quatre séances plénières et de 14 ateliers pendant les cinq jours qu'a duré la Conférence. Sur la base de nos délibérations, nous avons décidé de faire connaître notre analyse, nos conclusions collectives, nos recommandations de politique générale et nos propositions d'action afin qu'elles soient examinées par les peuples, les gouvernements africains et la communauté internationale.

I. IMPORTANCE DE LA PARTICIPATION POPULAIRE

6. Nous partageons tous la conviction que la crise qui embrase actuellement l'Afrique est en même temps d'ordre économique, humain, juridique, politique et social. C'est une crise de dimensions sans précédent et inacceptable qui se manifeste non seulement par une chute effroyable des indicateurs et des tendances économiques, mais aussi et surtout, tragiquement et de façon flagrante, par les souffrances, les énormes difficultés et l'appauvrissement de la vaste majorité des peuples africains. Dans le même temps, le contexte politique du développement socio-économique est souvent caractérisé par une centralisation excessive du pouvoir et des obstacles à la participation effective de la majorité écrasante du peuple au développement économique, politique et social. En conséquence, la majorité des Africains ont quasiment perdu toute motivation, ainsi que leurs organisations, pour contribuer de leur mieux au processus de développement et à l'amélioration de leur propre bien-être; ils n'ont pratiquement plus voix au chapitre dans le développement national et leur créativité collective et individuelle s'est trouvée sous-estimée et sous-utilisée.

7. Nous affirmons que l'on ne peut construire une nation sans l'appui populaire et la pleine participation du peuple, pas plus que l'on peut résoudre les crises économiques et améliorer les conditions humaines et économiques sans toute la contribution, toute la créativité et tout l'enthousiasme de la vaste majorité de la population. Après tout, n'est-ce pas à la population que doit profiter le développement? Nous sommes persuadés que faute d'une modification judicieuse de la structure, du schéma et du cadre politique du développement socio-économique, les crises économiques persistantes de l'Afrique ne pourront être surmontées et que l'Afrique et sa population ne pourront envisager des jours meilleurs.

8. Nous sommes de ce fait convaincus que les objectifs de développement doivent être axés sur le but final et primordial d'un développement axé sur l'homme qui assure le bien-être général des peuples par l'amélioration soutenue de leur niveau de vie et leur pleine et entière participation à l'orientation de leurs politiques, programmes et processus de développement et à leur exécution. Nous constatons de surcroît que, compte tenu de la situation politique et économique mondiale, l'Afrique est de plus en plus marginalisée dans les affaires mondiales, tant sur le plan géopolitique que sur le plan économique. Les pays africains doivent admettre que, plus que jamais, leurs principales ressources sont en fait leurs populations et que c'est leur participation pleine et active qui pourra surmonter les difficultés qui les attendent.

9. Nous sommes convaincus que la réalisation de cet objectif exigera une réorientation des ressources pour satisfaire en premier lieu les besoins fondamentaux des populations, réaliser la justice économique et sociale et mettre au premier plan l'autosuffisance, d'une part, et, d'autre part, doter les populations du pouvoir de déterminer l'orientation et le contenu du développement et de contribuer efficacement à l'amélioration de la production et de la productivité. Ayant ces éléments présents à l'esprit, et ayant analysé soigneusement la structure des économies africaines, les causes profondes des crises économiques répétées ainsi que les stratégies et programmes appliqués jusque-là pour les résoudre, nous avons la conviction que l'Afrique n'a d'autre

choix que de s'atteler immédiatement à la transformation de la structure de ses économies pour réaliser une croissance à long terme auto-entretenu et un développement qui serait à la fois axé sur l'homme et qui serait à la fois participatif. En outre, la solution de la grave crise écologique de l'Afrique passe par un développement durable qui exige le plein appui et la participation totale des populations. A cet égard, nous sommes persuadés que le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), adopté par la vingt-cinquième Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, tenue en juillet 1989, par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade en septembre 1989, et par la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui a invité la communauté internationale et notamment les institutions multilatérales de financement et de développement à considérer ce cadre comme la base d'un dialogue constructif et de consultations fructueuses, constitue le meilleur cadre pour une telle approche. Nous tenons à affirmer notre désapprobation de tous programmes économiques, tels que les programmes d'ajustement structurel orthodoxes, qui méprisent la condition humaine et négligent le potentiel et le rôle de la participation populaire au développement auto-entretenu.

10. Nous croyons sincèrement que la participation populaire est à la fois un moyen et une fin. En tant qu'instrument de développement, la participation populaire constitue le moteur de l'engagement collectif à orienter correctement, et en l'axant sur le peuple, le développement ainsi que la disposition des populations à accepter des sacrifices et à déployer leurs énergies pour le réaliser. En tant que fin en soi, la participation populaire est le droit fondamental du peuple à une participation pleine et efficace au choix des décisions qui touchent sa vie à tous les niveaux et à tout moment.

II. PROMOTION DE LA PARTICIPATION POPULAIRE

11. Nous croyons fermement que, par essence, la participation populaire consiste à habiliter le peuple à s'impliquer dans la mise sur pied de structures et la conception de politiques et de programmes qui servent les intérêts de tous ainsi qu'à contribuer efficacement au développement et à en partager équitablement les avantages. De ce fait, les mécanismes politiques doivent s'ouvrir pour la liberté d'opinion, tolérer les différences, accepter le consensus sur les différents problèmes et assurer la participation effective des populations et de leurs organisations et associations. Pour ce faire, c'est d'abord et avant tout le peuple lui-même qui doit agir. Toutefois, il est tout aussi important que l'Etat et la communauté internationale s'emploient également à créer les conditions nécessaires à cette habilitation et à faciliter une véritable participation populaire à la vie sociale et économique. Pour ce faire, il faut que le système politique évolue de façon à permettre la démocratie et la pleine participation de tous les groupes de la société.

12. Compte tenu de la contribution vitale des femmes aux sociétés et aux économies africaines et de la subordination et de la discrimination extrêmes dont elles souffrent, les participants se sont accordés à penser que la réalisation de l'égalité des droits pour les femmes dans les domaines social, économique et

/...

politique doit être au centre d'une structure de développement démocratique et participative. En outre, l'avis unanime de la Conférence est que la société dans son ensemble et les gouvernements africains en particulier doivent accorder la priorité absolue à la pleine participation des femmes. Il importe que la société, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations de développement volontaires (ODV) africaines et non africaines, les gouvernements et le système des Nations Unies luttent pour ce droit et le défendent, eu égard au rôle primordial que les femmes jouent actuellement ainsi qu'au cours du redressement et de la transformation de l'Afrique pour améliorer la qualité de la vie.

Rôle des populations

13. Nous tenons à insister sur le fait élémentaire que le rôle des populations et de leurs organisations est au centre de la réalisation de la participation populaire. Lutter pour obtenir une participation démocratique à tous les niveaux des prises de décisions est à la fois un droit et un devoir civique. Elles doivent être pleinement impliquées et engagées et, en fait, prendre l'initiative. A cet égard, il est indispensable qu'elles créent des organisations populaires indépendantes à différents niveaux qui soient véritablement à la base, volontaires, gérées démocratiquement et autosuffisantes et qui aient leurs racines dans la tradition et la culture de la société, afin d'assurer l'habilitation et le développement endogène des collectivités. Il faudrait mettre sur pied des mécanismes consultatifs à divers niveaux avec les gouvernements concernant plusieurs aspects de la participation démocratique. Il est primordial que les populations et leurs organisations établissent des liens transfrontières pour promouvoir la coopération et des interactions sur une base sous-régionale, régionale, Sud-Sud et Sud-Nord. Cela permettra d'échanger des données d'expérience, de développer la solidarité et d'améliorer la sensibilisation politique à la participation démocratique.

14. Etant donné le rôle vital et central que jouent les femmes dans le bien-être et l'entretien de la famille, leur attachement spécial à la survie, à la protection et à l'épanouissement des enfants et à la survie de la société, ainsi que le rôle important qu'elles peuvent jouer dans le redressement et la reconstruction de l'Afrique, tous les peuples doivent s'attacher en particulier à éliminer les préjugés, surtout s'agissant de réduire la charge de travail des femmes, et à prendre des mesures pour assurer leur pleine égalité et leur participation effective au développement.

15. Cela dit, il nous faut souligner que la participation populaire doit commencer de façon authentique au niveau de la famille, le foyer étant la base du développement. La participation doit également être une réalité sur le lieu de travail dans toutes les organisations et dans tous les domaines.

Rôle des gouvernements africains

16. Nous sommes convaincus que la participation populaire dépend de la nature de l'Etat lui-même et de la capacité du gouvernement de répondre aux demandes populaires. Les gouvernements africains ayant un rôle vital à jouer dans la promotion de la participation populaire, ils doivent laisser de la place au peuple,

sans quoi la participation populaire sera difficile à réaliser. Trop souvent, la base sociale du pouvoir et de la prise de décisions est trop étroite, d'où la nécessité de l'élargir pour stimuler et mettre à profit l'énergie et l'engagement des populations et promouvoir la responsabilité politique de l'Etat envers le peuple. C'est pourquoi il est impératif d'établir sans retard un nouveau partenariat entre les gouvernements africains et les populations dans l'intérêt commun du développement de la société et du développement socio-économique accéléré. Ce nouveau partenariat doit non seulement reconnaître l'importance des questions liées au sexe, mais aussi assurer la participation des femmes à tous les niveaux de décision. En particulier, les gouvernements devraient se fixer des objectifs précis pour nommer des femmes à des postes de responsabilité dans tous les secteurs de l'Etat.

17. Nous croyons que pour que le peuple participe effectivement à son propre développement, il faut que sa liberté d'expression soit garantie et qu'il soit libéré de toute crainte, ce que seuls peuvent assurer le développement et la protection des droits de l'homme fondamentaux. Nous engageons tous les gouvernements à appliquer strictement la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention sur les droits de l'enfant, la Convention 87 de l'OIT sur la liberté d'association, et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

18. Nous croyons également que l'une des conditions préalables à la participation populaire sur l'ensemble du continent est la cessation de toutes les guerres et de tous les conflits armés. Les millions de réfugiés et de personnes déplacées en Afrique ont le moins de chance de participer à l'orientation de leur avenir. Nous exhortons les gouvernements et toutes les parties aux conflits d'Afrique, internes et externes, à rechercher d'autres moyens de régler leurs différends et d'instaurer la paix dans toute l'Afrique. Dans les situations de conflit armé, nous soutenons le droit des civils à l'alimentation et aux autres besoins de base et affirmons que la communauté internationale doit user de son autorité morale pour assurer le respect de ce droit.

19. Nous ne saurions trop insister sur les avantages que l'on pourrait retirer si, avec l'élimination des troubles internes et des conflits entre pays, les ressources consacrées à la défense étaient réaffectées à des activités productives et à des services sociaux. Ainsi qu'il est indiqué à juste titre dans le cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques, il n'est pas difficile d'imaginer ce que cela signifierait pour le bien-être social en Afrique, avec tous ses effets multiplicateurs, si l'on pouvait réaliser des économies dans les dépenses militaires et non productives. Nous sommes convaincus que nos gouvernements peuvent réaliser pareilles économies et nous les exhortons à le faire d'urgence.

20. Nous avons cependant conscience de certaines situations, en particulier dans les Etats de la ligne de front qui continuent d'être victimes des actes de déstabilisation du régime d'apartheid sud-africain. Cette déstabilisation entraîne un détournement affaiblissant de ressources qui auraient pu servir à satisfaire les besoins fondamentaux des populations de ces pays.

/...

Rôle de la communauté internationale

21. Nous lançons un appel à la communauté internationale pour qu'elle fasse son bilan en matière de participation populaire et encourage les efforts autochtones visant à instaurer un environnement démocratique et à faciliter la participation effective et l'habilitation des populations dans la vie politique de leur pays.

22. Nous lançons également un appel au système des Nations Unies pour qu'il redouble d'efforts afin de favoriser la justice dans les relations économiques internationales, la défense des droits de l'homme, le maintien de la paix et le désarmement et pour qu'il aide les pays et les organisations populaires d'Afrique à mettre en valeur les ressources humaines et économiques. Nous exhortons en outre le système des Nations Unies à appliquer sa propre décision d'attribuer au moins 30 % de ses postes supérieurs à des femmes. Il faut déployer des efforts particuliers pour que les Africaines soient suffisamment représentées aux échelons supérieurs des organismes de l'ONU, surtout ceux qui opèrent en Afrique.

III. LA PARTICIPATION POPULAIRE AU DEVELOPPEMENT

23. Sur la base de ce qui précède, nous énonçons les stratégies, modalités et mesures ci-après pour assurer une véritable participation au développement.

A. Au niveau des gouvernements

1. Les gouvernements africains doivent adopter des stratégies, approches et programmes de développement dont le contenu et les paramètres soient conformes aux intérêts et aux aspirations des peuples et qui intègrent, au lieu de les aliéner, les valeurs et réalités économiques, sociales, culturelles, politiques et environnementales de l'Afrique.

2. Nous engageons vivement les gouvernements africains à promouvoir la formulation et l'exécution de programmes nationaux de développement dans le cadre des aspirations, des intérêts et des réalités susmentionnés, émanant de la participation populaire et qui visent la transformation des économies africaines afin d'assurer un développement autonome, auto-entretenu et axé sur le peuple, sur la base de la participation populaire et du consensus démocratique.

3. Pour appliquer ces stratégies de développement endogène et axé sur le peuple, il importe de créer un environnement propice à une participation massive au développement, dans un cadre décentralisé. Cet environnement est un préalable à la stimulation des initiatives et de la créativité et à l'amélioration de la production et de la productivité, par des mesures telles que :

- i) L'augmentation du pouvoir économique des populations par une répartition équitable des revenus, l'appui à leur capacité de production grâce à un meilleur accès aux moyens de production tels que la terre, le crédit, la technologie et de façon à tenir compte du rôle central que jouent les femmes dans l'économie;

/...

- ii) La promotion de l'alphabétisation des masses et de la formation professionnelle en particulier et la mise en valeur des ressources humaines en général;
 - iii) Une plus grande participation et l'instauration d'un consensus pour ce qui est de la formulation et de l'application des politiques économiques et sociales à tous les niveaux, et notamment l'identification des lois et procédures démocratiques qui font obstacle à la participation populaire;
 - iv) L'amélioration des possibilités d'emploi pour les populations pauvres des zones rurales et urbaines, ainsi que des possibilités de commercialisation, et de meilleures chances offertes à celles-ci de contribuer à la production et à l'accroissement de la productivité, au profit des producteurs;
 - v) Le renforcement des moyens de communication aux fins du développement rural, de l'alphabétisation des masses, etc.
4. Les petites entreprises autochtones et les coopératives de producteurs, formes de développement participatif productif, devraient être encouragées et il faudrait prendre des mesures pour accroître leur productivité.
5. L'intensification des efforts pour réaliser la coopération et l'intégration économiques sous-régionales et régionales et développer le commerce intra-africain.

B. Au niveau du peuple et des organisations populaires

Pour promouvoir la participation et le développement démocratique, les populations et leurs organisations devraient :

- 1. Créer des organisations de base autonomes afin de promouvoir le développement participatif auto-entretenu et augmenter la production et la productivité des masses.
- 2. Développer leur capacité de participation aux débats sur la politique économique et les questions de développement. A cet effet, il faut doter les populations de la capacité de formuler et d'analyser des programmes et approches de développement.
- 3. Promouvoir l'éducation, l'alphabétisation, la formation professionnelle et la mise en valeur des ressources humaines pour améliorer la participation populaire.
- 4. Secouer la léthargie et éliminer les croyances traditionnelles qui font obstacle au développement, en particulier les coutumes et les pratiques culturelles qui nuisent à la condition de la femme, tout en acceptant et en valorisant les croyances et pratiques qui contribuent au développement.

/...

5. Il conviendrait d'encourager les organisations populaires rurales et urbaines - ouvriers, paysans, femmes, jeunes, étudiants, etc. - à appliquer des stratégies propres à renforcer leur productivité et à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

6. Des efforts concertés devraient être déployés pour modifier les attitudes générales à l'égard des handicapés de façon à les intégrer au courant du développement.

7. La création et le développement de réseaux et de relations de collaboration entre les organisations populaires, ce qui entraînera une participation sociale capable d'apporter un changement social.

8. Les organisations populaires devraient appuyer vigoureusement en y participant les efforts visant à promouvoir une coopération et une intégration économiques sous-régionales et régionales effectives ainsi que le commerce intra-africain.

C. Au niveau de la communauté internationale

Nous lançons aussi un appel à la communauté internationale pour qu'elle appuie la participation populaire en Afrique de la manière suivante :

1. Aider les pays africains dans leurs efforts pour intérioriser le processus de développement et de transformation. Le FMI, la Banque mondiale, et les autres donateurs bilatéraux et multilatéraux sont instamment priés d'accepter et d'appuyer les initiatives africaines tendant à formuler et à appliquer des programmes de développement et de transformation de conception endogène.

2. Orienter avant tout les programmes d'assistance technique vers le renforcement des capacités nationales en matière d'analyse de politique et la conception et l'exécution de programmes de réforme et de développement économiques.

3. Encourager la démocratisation du développement dans les pays africains en favorisant la décentralisation des processus de développement, la participation active des populations et de leurs organisations à la formulation de stratégies de développement et de programmes de réforme économique ainsi qu'à un débat ouvert et à la constitution de consensus sur les questions de développement et de réforme.

4. Inverser le flux net de ressources financières d'Afrique vers les institutions financières et les pays donateurs et utiliser ces ressources à des fins de développement et au profit des populations afin de dégager des ressources pour le développement participatif.

5. Réduire radicalement le volume de la dette de l'Afrique et de ses obligations au titre du service de la dette et instaurer un moratoire de longue durée pour les obligations restantes afin de libérer des ressources pour financer le développement et la transformation sur une base participative.

/...

6. Placer la dimension humaine au centre des programmes d'ajustement, lesquels doivent être compatibles avec les objectifs et les aspirations des populations africaines et avec les réalités africaines et doivent être conçus et élaborés par les pays africains eux-mêmes dans le cadre des objectifs à long terme du développement et de la transformation.

7. Aider les ONG, les organisations de base, féminines et de jeunes et les syndicats d'Afrique dans des activités telles que la formation, la constitution de réseaux, la documentation et la large diffusion de leurs données d'expérience.

D. Au niveau des ONG et ODV

Les ONG et ODV africaines et non africaines ont un rôle non négligeable à jouer en appuyant les efforts de redressement et de développement et les initiatives et organisations de participation populaire en Afrique. Elles sont instamment invitées à prendre les mesures suivantes :

1. Les ONG et ODV africaines et leurs partenaires devraient être entièrement participatives, démocratiques et responsables.

2. Les ONG, ODV et organisations de base africaines devraient établir ou renforcer des structures institutionnelles aux niveaux régional, sous-régional et régional, telles que la FAVDO, pour se rapprocher.

3. Les ONG africaines devraient diffuser davantage les expériences réussies de participation populaire et d'opérations à la base à travers tout le continent et procéder à un échange de données d'expérience à ce sujet pour créer un effet multiplicateur et sensibiliser les dirigeants.

4. La Conférence internationale sur la participation populaire reconnaît clairement la valeur de la contribution des organisations de base et des ONG au développement de l'Afrique et apporte la preuve qu'un dialogue authentique entre gouvernements, ONG et organisations de base est possible et précieux. La Conférence recommande que des centres de discussion nationaux soient créés pour permettre un dialogue franc et ouvert entre les gouvernements africains, les organisations de base et les ONG afin que l'élaboration des politiques nationales puisse s'inspirer de l'expérience du développement participatif à la base.

5. Les ONG et ODV non africaines devraient accroître leur appui et axer leurs opérations dans le cadre de stratégies économiques et programmes de réformes nationaux visant à transformer les structures des économies africaines afin d'intérioriser le processus de développement et d'en assurer la durabilité en mettant particulièrement l'accent sur la dimension humaine et la participation populaire.

6. Les ONG et ODV non africaines devraient reconnaître à part entière les ONG africaines et les initiatives de développement participatif et auto-entretenu prises par les organisations de base africaines.

7. Les ONG et ODV non africaines devraient utiliser dans toute la mesure du possible les compétences africaines pour ce qui est de leurs activités de développement en Afrique et des campagnes de promotion au niveau international.

8. Les ONG non africaines devraient renforcer leur action de promotion au niveau international et dans leur propre pays en ce qui concerne les donateurs bilatéraux et le système multilatéral, en suivant de près leur réaction à la crise de l'Afrique et en tenant les gouvernements et organismes donateurs responsables de leurs politiques et de leurs opérations. En particulier, les ONG non africaines et africaines devraient formuler un programme d'action fondé sur leur participation la plus complète possible à l'examen final du PANUREDA.

9. La coopération et le dialogue entre les ONG et ODV africaines et non africaines devraient être resserrés afin d'améliorer l'efficacité de leurs interventions au niveau communautaire et sensibiliser davantage l'opinion publique internationale aux causes réelles de la crise socio-économique et aux mesures à prendre pour s'attaquer à ses causes profondes.

10. Les ONG non africaines reconnaissent que leur influence en tant que donateurs empêche souvent un véritable partenariat avec les ONG, ODV et organisations de base africaines et entrave l'instauration d'un climat propice à la participation populaire. A cet égard, la coopération sous toutes ses formes doit être transparente et refléter les priorités africaines.

11. En plus de leurs activités humanitaires traditionnelles, les ONG et ODV africaines et non africaines devraient appuyer de plus en plus la capacité de production des populations africaines pauvres ainsi que des structures de développement local qui ne nuisent pas à l'environnement.

E. Au niveau des médias et de la communication

1. Les médias nationaux et régionaux devraient avant tout défendre leur liberté à tout prix et redoubler d'efforts pour défendre la cause de la participation populaire et en faire connaître les activités et programmes et, d'une manière générale, permettre la diffusion d'informations et de programmes éducatifs sur la participation populaire.

2. En combinant les réseaux autochtones de communication et de la technologie moderne peu onéreuse, les communautés, ONG, ODV et syndicats d'Afrique doivent renforcer leurs moyens de communication en faveur du développement. Les ONG régionales et nationales devraient participer à l'évaluation des besoins de l'Afrique en matière de communication à l'appui du développement, qui doit être effectuée sous les auspices du Comité directeur des Nations Unies et du Groupe spécial interinstitutions chargé de l'évaluation du PANUREDA.

F. Au niveau des organisations féminines

Afin d'assurer la promotion de la participation des femmes au développement, les organisations féminines populaires devraient :

1. Continuer de renforcer leur capacité d'établissement de la confiance entre femmes.

2. Lutter pour la réalisation de politiques et de programmes reflétant dûment les rôles des femmes en tant que productrices, mères, mobilisatrices de la communauté et détentrices de la culture.

3. Sensibiliser pleinement les hommes en particulier et la société en général au rôle des femmes dans le redressement et la transformation de l'Afrique de façon qu'hommes et femmes puissent ensemble articuler et suivre des lignes de conduite appropriées.

4. Prendre des mesures pour réduire la charge qui pèse sur les femmes : a) en sensibilisant la société et notamment les pouvoirs centraux et locaux à l'importance du partage des tâches au foyer et au niveau de la collectivité, en particulier dans les domaines de l'approvisionnement en eau et en bois, de l'éducation des enfants, etc.; b) en promouvant l'établissement et la bonne gestion de garderies communautaires dans toutes les collectivités; et c) en s'efforçant de réaliser l'égalité sur le plan économique en défendant les droits des femmes à la terre et un meilleur accès au crédit.

5. Faire en sorte d'être démocratiques, autonomes et responsables.

G. Au niveau des organisations de travailleurs

Les syndicats devraient :

1. Etre des organisations démocratiques, volontaires, autonomes et responsables.

2. Lancer, animer et promouvoir des programmes d'alphabétisation et de formation des masses.

3. Organiser et mobiliser les travailleurs ruraux conformément à la Convention 141 de l'OIT, que les gouvernements africains sont priés instamment de ratifier.

4. Défendre les droits syndicaux, en particulier le droit de grève.

5. Aider à la création de coopératives de travailleurs.

6. Aider les chômeurs à s'organiser pour mener des activités productives, telles que l'établissement de petites et moyennes entreprises.

7. Accorder une attention particulière à la participation effective et démocratique des femmes à tous les niveaux de syndicats;.

8. Promouvoir la démocratie sur le lieu du travail en défendant la protection des droits des travailleurs à la liberté d'association, aux négociations collectives et à la gestion participative.

/...

H. Au niveau des jeunes, des étudiants et de leurs organisations

Compte tenu du rôle central des jeunes et des étudiants dans la population africaine et dans le redressement et le développement, il conviendrait de prendre les mesures suivantes :

1. Elaborer et adopter une charte africaine des droits des jeunes et des étudiants, notamment le droit de s'organiser, le droit à l'éducation, le droit à l'emploi et la liberté d'expression.

2. La pleine participation démocratique des jeunes et des étudiants à la société africaine exige des mesures immédiates de la part des gouvernements, des organisations populaires, des parents et des jeunes eux-mêmes afin de lever les principaux obstacles à la participation des jeunes, tels que l'interdiction fréquente des organisations de jeunes et d'étudiants, les brutalités policières contre les jeunes manifestants sans défense, les arrestations et les tracasseries sur les campus, les renvois et la fermeture fréquente et arbitraire d'établissements d'enseignement.

3. Les jeunes, les étudiants, les gouvernements et la communauté internationale doivent d'urgence joindre leurs efforts pour lutter contre le problème de plus en plus grave du trafic et de l'abus des drogues. Nous engageons également les gouvernements à signer et à ratifier la Convention internationale sur le trafic illicite des drogues et des substances psychotropes.

4. La promotion de la participation des jeunes au développement exige également que les mineurs d'Afrique soient à l'abri de l'incorporation forcée dans les forces armées, qu'il s'agisse des forces nationales ou de groupes d'insurgés ou de rebelles.

5. Les jeunes et les étudiants africains devraient organiser des associations nationales autonomes afin de participer et de contribuer à des activités et programmes de développement dans des domaines tels que l'alphabétisation, le reboisement, l'agriculture et la protection de l'environnement.

6. Les organisations d'étudiants et de jeunes doivent également s'efforcer d'être démocratiques, responsables, volontaires et autonomes et devraient coordonner leurs activités avec celles des organisations de travailleurs, de femmes et de paysans.

7. Les organisations nationales de jeunes et d'étudiants devraient d'urgence s'employer à renforcer et à démocratiser davantage les organisations panafricaines existantes de jeunes et d'étudiants pour qu'ils puissent jouer un rôle plus efficace dans le développement de l'Afrique.

/...

IV. LE SUIVI DE LA PARTICIPATION POPULAIRE

24. Nous proclamons la nécessité urgente d'impliquer le peuple dans le suivi de la participation populaire en Afrique sur la base d'indicateurs convenus et nous proposons l'utilisation des indicateurs suivants - dont la liste n'est pas nécessairement exhaustive - pour mesurer les progrès accomplis dans l'application des recommandations de la Charte.

1. Le taux d'alphabétisation, qui est un indice de la capacité de participation des masses au débat public, à la prise de décisions et au développement en général.

2. La liberté d'association, surtout d'association politique, et la présence d'institutions démocratiques telles que partis politiques, syndicats, organisations populaires de base et associations professionnelles, et la garantie des droits constitutionnels.

3. La représentation du peuple et de ses organisations au sein des organes nationaux.

4. La prévalence du droit et de la justice sociale et économique, notamment une répartition équitable des revenus et la création d'emplois.

5. La protection de l'environnement écologique, humain et juridique.

6. La liberté de la presse et des médias afin de faciliter le débat public sur les grands problèmes.

7. Le nombre et l'importance des organisations de base participant effectivement aux activités de développement, de coopératives de producteurs et de consommateurs et de projets communautaires.

8. Le niveau d'application dans chaque pays de la Déclaration d'Abuja sur les femmes de 1989.

9. La responsabilité politique des dirigeants à tous les niveaux, mesurée en fonction de l'utilisation de contrôles et de bilans.

10. La décentralisation des processus et institutions de prise de décisions.

25. Nous sommes convaincus de la nécessité impérieuse de suivre et de surveiller l'application de la présente Charte et de faire périodiquement rapport sur les progrès accomplis ainsi que sur les problèmes rencontrés. En conséquence, nous recommandons la constitution au niveau national d'un mécanisme de suivi dont feront partie des représentants de haut niveau du gouvernement, des syndicats, des ONG, des ODV et des organisations de base, de jeunes et d'étudiants.

26. Au niveau régional, nous proposons la mise en place d'un mécanisme régional de suivi mixte CEA-OUA dont feraient partie, outre des représentants de ces deux organisations, des représentants du réseau des organisations susmentionnées. Ce

/...

groupe chargé du suivi au niveau régional présentera des rapports intérimaires biennaux sur l'application de la Charte à la Conférence des ministres de la CEA et à l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

CONCLUSION

27. Cette conférence s'est tenue à un moment où le monde continue d'assister à des changements tumultueux en Europe de l'Est. Plus spectaculaire encore, cette conférence a eu lieu la semaine même où la libération de Nelson Mandela a enthousiasmé toute l'Afrique et galvanisé la communauté internationale.

28. Il existe une continuité incontestable entre ces événements et notre conférence; c'est le pouvoir du peuple d'opérer des changements radicaux. A aucun autre moment de l'après-guerre, la participation populaire n'a eu un impact aussi extraordinaire et aussi profond.

29. L'histoire et l'expérience nous ont appris que le monde n'est pas compartimenté. Les forces de la liberté et de la démocratie sont contagieuses. Inévitablement et inmanquablement, la participation populaire aura un rôle vital à jouer en Afrique, et nous jouerons ce rôle.

30. Il est en effet absolument inacceptable que le développement et la transformation en Afrique puissent se faire sans la pleine participation de son peuple. Il est en effet absolument inacceptable que le peuple et les organisations populaires soient exclus du processus de prise de décisions. Il est en effet absolument inacceptable que la participation populaire ne soit pas considérée comme le fer de lance de la lutte pour la justice économique et sociale pour tous.

31. S'agissant de la promotion de la participation populaire, il importe d'admettre la nécessité d'instaurer un nouveau partenariat et un pacte entre tous les ACTEURS du changement social, politique et économique. Faute de cette détermination collective, la participation populaire ne sera pas possible et ne pourra porter ses fruits. En conséquence, nous nous engageons à oeuvrer de concert pour promouvoir la participation pleine et effective des masses, aux côtés des gouvernements, au redressement et au développement de l'Afrique.

32. Nous, le peuple ici assemblé, savons très bien que la Charte ne sera pas adoptée sans réserve du jour au lendemain par tous ceux à qui elle s'adresse. Mais nous ne doutons pas un seul instant que ce document constitue une étape indispensable sur la voie du meilleur avenir que nous puissions souhaiter pour le peuple d'Afrique.

Fait à Arusha
(République-Unie de Tanzanie)

Le 16 février 1990
